Zeitschrift: Revue Militaire Suisse

Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse

Band: 134 (1989)

Heft: 3

Vereinsnachrichten: Communiqué : la Suisse agressée de l'intérieur

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 23.11.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

COMMUNIQUÉ

La Suisse agressée de l'intérieur

par le lt-colonel Fernand Basso

«L'ÉQUIPE» de Genève, composée de quelques citoyens de tous âges, de tous grades et même de sans-grade, a décidé de s'opposer à l'initiative doublement utopique «Pour une Suisse sans armée».

Doublement puisque ses auteurs eux-mêmes ne croient pas à l'acceptation d'une telle chimère...

Et qu'en plus de la suppression de l'armée l'initiative précise: «Il est interdit à la Confédération, aux cantons, aux communes ainsi qu'aux particuliers et aux groupes privés d'instruire ou d'entretenir des forces armées.»

Qu'est-ce à dire? Suppression des gardes-frontières? Suppression des polices cantonales? Suppression des services de sécurité et des gardes d'aéroports? De Sécuritas? Suppression des polices municipales, suppression des sociétés de tir? Nul n'ignore que, depuis 1815, notre pays n'a jamais menacé aucun de ses voisins. Au contraire il a pu vivre en paix grâce à la mobilisation de son armée en 1856, en 1870, puis de 1914 à 1918 et enfin de 1939 à 1945...

D'ailleurs, notre armée n'est-elle pas précisément l'élément nécessaire à cette «politique globale de paix» dont se réclament les promoteurs de cette initiative... dont les exigences sont si contraires à l'essence même et à la logique de nos institutions et du peuple tout entier?

Et puis, ces malheureux «fauteurs» ne semblent guère penser aux conséquences de la suppression de l'armée sur l'économie du pays:

L'armée coûte cher?

Mais ces milliards qu'on lui reproche, c'est l'économie indigène qui en bénéficie pour la plus grande part et c'est des dizaines de milliers d'emplois qui seraient perdus, sans contrepartie.

Enfin, l'effet désastreux qui s'est déjà fait sentir à l'étranger à l'annonce de cette initiative d'abandon prouve bien que l'Europe n'accepterait pas sans réagir une telle politique de faiblesse de notre part.

C'est pourquoi il sera d'une importance majeure, vis-à-vis des pays qui nous entourent, que notre peuple balaie largement cette initiative délétère.

C'est à quoi «l'Equipe» s'est déjà attelée avec entrain.

F.B.

Si vous entendez encourager cette action, vous pouvez verser votre contribution à: L'ÉQUIPE, Genève Ccp 12-2598-0.